



Les rapports des acteurs de l'animation socioculturelle avec leur nouvel environnement social en Tunisie

Dr. Khadhraoui Mohamed Habib

Assistant en Sciences Culturelles, Université de Tunis, Tunisie
 MohamedHabib.Khadhraoui@isajc.rnu.tn

Cet article examine la dialectique permanente entre la dynamique sociale et l'animation en Tunisie. Il met également en relief la forte corrélation entre les pratiques d'animation et ses institutions ainsi que les changements rapides affectant la société tunisienne. La transformation sociale actuelle en Tunisie passe par une phase de transition visant à établir un nouveau projet societal. Ce dernier est affirmé par des attitudes différentes selon les acteurs, donnant ainsi des sens multiples au processus de transition dont certains se qualifient comme étant positifs puisqu'ils optent pour la construction (la nouvelle constitution, les médias et le système judiciaire, les élections et la justice transitionnelle) et d'autres comme étant négatifs tendant vers la démolition et le chaos. Ces derniers sont motivés par des intérêts individuels et par des idéologies de gauche comme de droite (la violence sociale et la violence politique, l'addiction, l'immigration illégale et la criminalité individuelle et organisée). Les questions qui se posent alors sont : comment a réagi le secteur de l'animation en Tunisie vis-à-vis de cette réalité et de ces faits? L'animation socioculturelle restera-t-elle en dehors de cette dynamique ? Comment faire pour se positionner comme l'un des acteurs stratégiques pour la reconfiguration sociale et la reconstruction des liens sociaux ?

Mots-clés : animation; changement social; Tunisie.

This article examines the permanent dialectic between the social dynamics and sociocultural community development in Tunisia. It also accentuates the strong correlation between the practices of sociocultural community development and its institutions as well as the fast changes affecting the Tunisian society. The current social transformation in Tunisia passes by a phase of transition to draw up a new societal project. The latter is asserted by different attitudes according to the actors, so giving multiple directions to the transition process among which some qualify themselves as being positive because they opt for the construction (new constitution, medias and judicial system, elections and transitional justice) and others as being negative aiming towards the demolition and the chaos. The latter are motivated by individual interests and by right and left ideologies (social and political violence, addiction, illegal immigration and individual and organized criminality). Questions that arise then are: how reacted the sector of the sociocultural community development in Tunisia towards this reality and towards these facts? Will the social and cultural activities stay out of this dynamics? How position oneself as one of the strategic actors for the social reconfiguration and the reconstruction of the social links?

Keywords: sociocultural community development; social change; Tunisia.

Este artículo examina la dialéctica permanente entre la dinámica social y la animación en Túnez. También pone de relieve la correlación fuerte entre las prácticas de animación y sus instituciones así como los cambios rápidos que afectan la sociedad tunecina. La transformación social actual en Túnez pasa por una fase de transición que pretende establecer un nuevo proyecto social. Este último es afirmado por actitudes diferentes según los actores, consagrándose así direcciones múltiples al proceso de transición entre los que algunos se cualifican como los que son positivos ya que optan por la construcción (la nueva constitución, los medios de comunicación y el sistema judicial, las elecciones y la justicia transicional) y otros como que fueron negativos tendiendo hacia la demolición y el caos. Estos últimos son motivados por intereses individuales y por ideologías de izquierda como de derecha (la violencia social y la violencia política, la adicción, la inmigración ilegal y la criminalidad individual y organizada). Las cuestiones que se ponen entonces son: ¿ cómo reaccionó el sector de la animación en Túnez enfrente de esta realidad y enfrente de estos hechos? ¿ La animación sociocultural se quedará aparte de esta dinámica? ¿ Como hacer para situarse como uno de los actores estratégicos para el reconfiguración social y la reconstrucción de los lazos sociales?

Palabras clave : animación, cambio social, Túnez.

Introduction

L'histoire contemporaine ainsi que les événements vécus actuellement en Tunisie sont marqués par des transformations sociales rapides et irrégulières. Un indicateur très significatif a émergé durant cette période et a consisté en la présence de la dimension politique par excellence qui a parié après l'indépendance, sur la construction d'un état moderne et sur le développement d'un environnement régional et international régi par l'intérêt et la puissance.

La Politique dirigeait donc l'État, qui dominait tous les secteurs: l'économie, l'éducation, la culture et la vie sociale. Et comme l'expérience tunisienne dans le domaine politique ainsi que la dynamique sociale était bien fragile, le parti unique a pu profiter de cette situation.

Par conséquent, les projets du développement économique, culturel, éducatif et social sont mêlés aux intérêts individuels liés étroitement aux acteurs politiques du parti unique ainsi qu'aux cercles associés à « la cour ». Ainsi, le parti unique précité n'a respecté ni l'évolution équilibrée de la société, ni la dignité et la liberté des individus, ni même une répartition équitable des richesses.

L'État, au nom de la légitimité de ses fonctions, a dépassé le niveau acceptable de la violence exercée sur la société et sur les individus. Et par ses moyens coercitifs, le parti unique est intervenu systématiquement dans la vie quotidienne des individus et des groupes. Il est devenu constamment un élément distinctif de la scène tunisienne économique, sociale, politique et culturelle.

La révolution tunisienne n'est qu'une expression radicale du rejet de ce pouvoir autoritaire par toute la société. Des revendications soudaines et rapides réparties géographiquement ont fini par instaurer une nouvelle scène politique et faire émerger une nouvelle répartition des forces politiques et sociales. Cette situation est considérée par certains comme un point de départ et un déclenchement d'un processus de changement permanent. Les élections du 23 octobre 2011 ne représentent qu'une première phase de ce processus.

Dans ce contexte global d'une analyse de la dynamique politique et sociale, nous proposons notre approche pour traiter la question de l'animation socioculturelle en Tunisie. Des indicateurs confirment la dépendance et la forte corrélation de ce secteur avec la question politique et sociale mentionnée précédemment.

Animation socioculturelle en Tunisie: fondation et recherche de positionnement

Transposée de la France dans l'objectif de moderniser les structures institutionnelles de l'État, l'expérience tunisienne dans le domaine de l'animation socioculturelle naît en 1963 avec la création de la première maison de jeunes et de culture de Radès (ville de la banlieue sud de Tunis).

Depuis sa création, ce domaine était fortement lié aux institutions de l'État à travers les ministères de tutelle : le ministère de la Jeunesse et des Sports, le ministère de la Culture, le ministère de la Femme et de la Famille. En raison de son importance stratégique, l'État (le parti unique) lui accordait des ressources assez importantes afin d'accomplir ses missions. De ce fait, l'animation socioculturelle a bénéficié d'une infrastructure dont les équipements techniques et artistiques étaient répartis sur tout le territoire à travers les maisons de jeunes et les maisons de culture. En outre, ce domaine a profité également de l'affectation d'une masse assez importante de cadres moyens (animateurs) pour la gestion et la mise en place des programmes et des projets

au profit des groupes restreints de jeunes ou d'enfants et plus largement de la communauté locale et nationale.

Les acteurs responsables cherchaient par cet effort de renforcement matériel et humain à assurer un positionnement social influent dans le processus de l'éducation et de l'intégration sociale et culturelle des citoyens tunisiens. Le tableau suivant affiche le nombre d'institutions qui travaillaient dans ce sens au sein du ministère de la Jeunesse et des Sports.

Ressources affectées à l'animation socioculturelle

Les ressources supervisées par le ministère de la Jeunesse et des Sports

N°	Institutions	Nombre d'unités
1	Maison de jeunes	316
2	Maison des jeunes itinérante	43
3	Centres d'hébergement	34
4	Club rural	224
5	Centre de camping	25
6	Complexe jeunesse	14
7	Unité d'animation de quartier	30
8	Bus d'informatique et d'internet	15

Notons que :

- Le nombre total des institutions intéressées par l'accompagnement, le soutien et l'aide à l'intégration sociale, éducative et culturelle atteint les 701 organismes répartis sur toutes les régions. Ces organismes sont gérés par environ 2000 animateurs spécialisés en animation des jeunes.
- Le titre minimal de formation de base de ces animateurs est le diplôme d'une maîtrise ou d'une licence en animation délivré par l'Institut supérieur de l'animation pour la jeunesse et la culture de Bir el Bey. Ce diplôme est l'équivalent du titre de professeur d'enseignement secondaire.
- Sur le plan de l'évaluation du rendement et du suivi des animateurs, ce secteur dispose d'un personnel d'inspecteurs et de conseillers pédagogiques semblable à celui des inspecteurs du ministère de l'Enseignement et de l'Éducation.
- La variété des institutions était dans le but de répondre aux attentes des jeunes et des exigences du changement rapide émergeant des nouveaux phénomènes sociaux ainsi que des nouvelles pratiques culturelles chez les jeunes. Le décret numéro 119 du 8 novembre 2011 a reformulé la mission de ces institutions qui s'articule autour de la « mise en œuvre de la politique de l'État dans le domaine de la jeunesse ainsi que les fonctions d'accueil, d'animation, d'accompagnement, d'orientation et de divertissement pour les jeunes pendant leurs temps libre ». Ce décret a également classifié ces institutions en trois catégories :
 1. Les maisons de jeunes
 2. Les unités régionales d'animation des quartiers
 3. Les institutions publiques et privées des jeunes

Les ressources supervisées par le ministère de la Culture

Le nombre de maisons de la culture en 2011 sous la tutelle du ministère de la Culture s'élève à 210 réparties sur toutes les délégations de la Tunisie. Elles sont gérées par des professionnels de l'animation socioculturelle, option culture.

Les maisons de culture dans leurs cadres d'activités socioculturelles, doivent travailler dans le but de:

- enraciner l'identité nationale et opter pour l'ouverture positive à l'autre ;
- valoriser la culture et renforcer son rayonnement et son rôle tributaire de développement ;
- concrétiser la démocratisation de la culture.

La formation de base pour le personnel chargé de l'animation socioculturelle en Tunisie

Cette formation relève de plusieurs institutions :

1. Institut supérieur de l'animation des jeunes (ISAJ)
2. Institut supérieur de l'animation culturelle (ISAC)
3. Unification de la formation de base dans le cadre de l'Institut supérieur de l'animation pour la jeunesse et la culture (ISAJC) depuis 1996. Adoptant le système LMD, cet institut sous la tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, a délivré en 2012 les diplômes suivants:
 - Licence appliquée en animation pour les jeunes ;
 - Licence appliquée en animation culturelle ;
 - Licence appliquée en animation touristique ;
 - Licence fondamentale en médiation et techniques d'animation ;
 - Mastère de recherche en sciences culturelles ;
 - Mastère professionnel en animation des quartiers / pour la jeunesse ;
 - Mastère professionnel en métiers de la culture ;
 - Doctorat en sciences culturelles.

L'ensemble de ces ressources (infrastructure, équipement, personnel et formation) forme dans un processus dynamique une configuration identitaire de l'action menée dans ce domaine. Cette action est nommée en termes génériques : « animation socioculturelle », « animation socioéducative » ou « animation pédagogique ».

Sur le plan pratique, le métier de l'animateur n'a pas de frontières. Les animateurs font du théâtre, de la danse, de la musique, de l'informatique, de l'audio-visuel, des expositions, de l'art plastique, des sorties, des voyages, de la médiation, des projections cinématographiques, de l'information ciblée, etc.

Sur un autre plan, les animateurs créent aussi des clubs, forment des groupes restreints faisant l'animation de masse, focalisent sur des thèmes et travaillent pour atteindre des objectifs opérationnels optant pour le savoir, le savoir-faire et le savoir-être. Ils organisent des manifestations, conçoivent des projets, les exécutent et les évaluent. Ils travaillent non seulement en intra-muros, mais aussi à l'extérieur de l'institution dans les places publiques comme dans les rues.

Travaillant sur cet angle assez ouvert touchant la formation, l'enseignement, la famille, l'éducation, la socialisation, les loisirs, le temps libre, le travail, l'action de l'animation se trouvait

perdue, manquant de repères et d'orientations non seulement sociologiques mais aussi d'ordre conceptuel et de normalisation.

Administrativement, l'action de l'animation en Tunisie se trouvait écartelée entre trois ministères : de la Culture, de la Jeunesse et des Sports et celui de la Femme et de la Famille. La question se posait toujours sur le sens social donné à l'action de l'animation par rapport aux autres types d'interventions et l'impact réel ou espéré sur son public cible.

Plusieurs tentatives de réforme ont été signalées, mais ni le diagnostic ni les réponses ne paraissaient évidentes. Les acteurs à l'intérieur du système (animateurs, etc.) comme à l'extérieur (politiciens, etc.), se trouvaient dans l'obligation d'intervenir pour trouver des solutions aux crises périodiques du secteur. Certains mettaient l'accent sur les questions pédagogiques (compétences de l'animateur, contenu, méthode, programmes, etc.), d'autres soulevaient les obstacles d'infrastructures, de matériels, de logistiques, ou encore signalaient les problèmes de références théoriques et opérationnelles, l'absence de cadre juridique adéquat, l'importance des facteurs politiques, sociaux et symboliques.

Quelles que soient les explications données aux crises de l'animation socioculturelle en Tunisie, on ne peut les concevoir que comme des moments historiques de repositionnement et de configuration identitaire du secteur qui se produisent non seulement selon une dynamique interne (ressources disponibles) mais aussi selon une interaction permanente avec le pouvoir politique et avec les variables d'ordre social, culturel et économique qui surgissent de temps à autre.

Aspects marquants de la crise de l'animation en Tunisie avant la révolution

- Forte centralisation de la gestion et du contrôle
- Manque de visibilité sociale de l'action de l'animation
- Pratiques souvent confuses et marginales
- Grand écart entre la formation et la pratique professionnelle
- Contrastes entre les différents systèmes légaux gérant l'animation pour la jeunesse et celle pour la culture
- Absence de statuts de lois fondamentales pour les MJC
- Dispositifs financiers incompatibles avec les exigences de la profession
- Participation et implication faible des associations et de la société civile
- Efficacité et rendement faibles par rapport aux ressources disponibles (infrastructure, ressources humaines, financières et matérielles)

Les conséquences directes de cette crise

- Réticence des jeunes à participer aux activités et programmes offerts et aux outputs de l'action de l'animation. Le taux de participation des jeunes dans la vie sociale et politique est estimé à moins de 5 pour cent
- Paysage stagnant et inactif en général
- Recours aux activités « faciles » : cibler les enfants et s'éloigner de plus en plus des jeunes

Le contexte social et politique de la crise et de ses manifestations:

- Des problèmes liés aux libertés individuelles et collectives

- Existence de tabous dans la vie quotidienne interdisant d'aborder les affaires publiques et politiques, en particulier les partis ou certaines tendances tels que les islamistes (État de police)
- Croissance importante du taux de chômage parmi les jeunes diplômés avec une forte disparité régionale
- Conformité d'intérêts avec les puissances mondiales (France, USA)

Sur la base de ce qui précède, il est clair qu'il existe une forte corrélation entre le processus historique de construction identitaire de l'animation socioculturelle et celui de la configuration des structures sociales, administratives et politiques. L'état du secteur ne représente en fait qu'un reflet de la dynamique sociale étouffante et les changements sociaux qui avaient atteint leurs apogées au cours de la révolution du 14 Janvier 2011.

Projet sociétal transitoire : une société qui se transforme en permanence

Dès l'effondrement rapide du pouvoir politique et ses réseaux associés, ainsi que l'absence de l'autorité politique au début de la révolution, le « contrat social » s'est décomposé. Les liens sociaux se sont dissous et par conséquent ils ont commencé à reproduire une nouvelle scène sociale qui a émergé pendant les premiers événements du renversement du système politique et la fuite du président déchu.

Une scène très fragile du point de vue sécuritaire a été marquée par l'absence du contrôle judiciaire, par l'instabilité de la base sociale et par la dissolution des anciens liens. Mais cette scène a rapidement été reconstruite et reconfigurée autour des institutions sociales primaires (famille, quartier, tribu, etc.) et régionales. On a assisté à un phénomène de retour aux rapports étroits, restreints pour chercher la sécurité et assurer les besoins fondamentaux.

Il s'agit d'une première stratégie sociale qui émerge pour faire face à l'absence presque totale du pouvoir et du contrôle social. C'est la réaction vis-à-vis de l'effet de choc, réaction temporaire de défense et de protectionnisme pour faire face à une réalité imprévue et occasionnelle, dans l'attente de l'instauration de nouvelles variables pouvant contribuer à une nouvelle formation ou projet sociétal.

La deuxième phase de la configuration sociale après la révolution s'est caractérisée par des contestations politiques et sociales, les deux sit-in de la Kasba 1 et la Kasba 2 (place du Gouvernement) ont formé une nouvelle conscience politique visant l'instauration d'un processus de transition démocratique et la mise en place des élections, la constitution, les hautes instances judiciaires, des médias, de la justice transitoire, de la lutte contre la corruption. Tels sont les objectifs des revendications massives et populaires qui coïncident avec la gouvernance du deuxième et troisième gouvernement.

Les résultats des premières élections libres, démocratiques et transparentes du 23 octobre 2011 ont permis pour la première fois depuis des décennies de se réconcilier avec la réalité politique et sociale de la Tunisie. Cette réalité a abouti à la gouvernance temporaire de la Troïka, soit une coalition rassemblant trois partis le CPR, la Nahdha et le Takattul, représentée à l'Assemblée constituante tunisienne dans le but de former une majorité stable. La Nahdha, le parti islamique le plus populaire, a remporté 90 sièges.

Le paysage social ne cesse de se transformer. D'autres variables ont été introduites suite à l'insatisfaction des demandes sociales. Des contestations sociales se sont multipliées et intensifiées par différents acteurs syndicaux, politiciens, société civile, médias. C'est ainsi que la dynamique sociale a repris un nouveau souffle. Les actes de violence sociale et surtout politique tels que l'attaque à l'ambassade des USA, le terrorisme et l'assassinat des opposants de l'extrême gauche (Chokri Beliid et Mohamed Brahmi) ainsi que les événements de la montagne de Chambi, dont la mort de 12 soldats tunisiens, n'ont fait qu'accélérer cette dynamique dans le sens de retracer une nouvelle scène politique et sociale et un nouveau rapport de force dans un cadre d'une société qui se transforme en permanence.

Ces événements récents, qui ont pesé lourd sur la société tunisienne, ont alimenté les demandes de l'opposition et contribué à mobiliser ses partisans afin d'affaiblir la Troïka. C'est ainsi que des démarches d'unification des acteurs de l'opposition entre eux et l'UGTT (Union Générale Tunisienne du Travail) ainsi qu'avec des organisations de la société civile ont formé un front d'opposition et un front politique adoptant l'appel à la dissolution du gouvernement et de l'Assemblée constituante dans le but de mettre fin à leurs fonctions. Tous ces événements ont conduit à l'aggravement de la crise politique.

Cette dynamique traduit un processus de transformations sociales et politiques rapides depuis janvier 2011. Le processus de transition démocratique est clair, tandis que le projet social reste jusqu'à maintenant ambigu, voire équivoque. La formation d'une dualité politique et sociale dont l'absence totale de confiance mutuelle et l'approfondissement de l'écart malgré le consensus remarqué au niveau de la constitution, devraient mener à l'adoption un projet sociétal pour tous les Tunisiens sans discrimination.

Nous pouvons ainsi formuler les caractéristiques les plus importantes de la réalité sociale en Tunisie :

1. Instabilité et reconfiguration permanente
2. Exigences sociales élevées, grèves sociales régionales ou sectorielles et empressement à récolter les fruits de la révolution
3. Processus de transition démocratique face à des obstacles et à des difficultés (nouvelle constitution, justice transitionnelle, Instance provisoire de l'Ordre judiciaire, Haute Autorité Indépendante de la Communication Audiovisuelle (HAICA), Instance suprême indépendante des élections (ISIE), avec la possibilité de régression
4. Conflit politique non constructif pourrait finir par fractionner la société en deux
5. Violence croissante issue de l'extrême droite (intégrisme) comme de l'extrême gauche (idéologies fermées) mais aussi dérivée de protagonistes marginalisés
6. Marges de libertés acquises importantes dont les limites ne sont pas conçues de manière rapprochée, les pratiques finissent souvent par des conflits (territoire, identité, religion et idéologique, intérêt, malentendu) et des discordances. Elles nécessitent l'accompagnement de professionnels de la gestion de crises, d'arrangement, de compromis d'arbitrage et de médiation

Sur cette base de cette analyse, nous pouvons avancer qu'il est difficile d'admettre pour l'instant l'existence d'un projet de société clair. Cependant, nous pouvons observer l'émergence, dans un contexte d'une communauté postrévolutionnaire, d'un projet social en devenir. En attendant la version finale de la constitution, ce projet se fonde sur les principes de liberté, de dignité, de justice

sociale et de démocratie. Il sera validé et approuvé dans quelques mois, soit par un consensus politique après un dialogue national, soit par un référendum national.

L'animation socioculturelle : transformations et mutations courantes

Les questions qui se posent alors, pour relier avec notre problématique, sont : Comment a réagi le secteur de l'animation socioculturelle vis-à-vis de ce type de projet sociétal en voie d'affirmation ? Quelles missions et quels rôles aura-t-il pour le court et le moyen termes ? Et comment se positionnera-t-il dans cette scène conflictuelle politique, sociale et culturelle ? A quel trait doit-il s'aligner : gauche ou droite, pouvoir ou opposition ?

La réponse à ces questions, passe par les trois phases suivantes:

- - Phase I : la phase de récession et de déflation (lors des événements violents de la révolution)
- - Phase II : la phase de recherche de positionnement. Une phase de quête sur l'état des lieux et l'avenir du métier.
- - Phase III : la phase de mise en place des nouveaux rôles et fonctions qui répondent aux exigences du projet sociétal en cours.

Phase de la récession et de la déflation (décembre 2010 - juillet 2011)

Les caractéristiques de cette phase s'appliquaient à la plupart des institutions de l'État. Tandis que les institutions de l'État continuaient à exercer les fonctions minimales pour rendre service aux citoyens, d'autres institutions, y compris les MJC sous l'état de choc, restaient stagnantes et dépourvues de toutes initiatives. Leurs acteurs préféraient la récession totale, pas de rapport avec le public, pas d'activités extramuros, et la fermeture des locaux presque toute la journée. Les jeunes sont dans la rue, ils défendent leurs territoires.

Les événements violents vécus durant cette période ont ciblé les institutions liées à la sécurité et au régime politique, voire le parti unique au pouvoir (RCD). Les institutions MJC n'étaient pas épargnées par le mécontentement social et politique. C'est ainsi que plusieurs MJC ont été attaquées puisque leur image était associée à celle des sièges locaux du parti RCD. Par conséquent, les animateurs ont disparu du paysage culturel et social. Ils se sont retirés des lieux de travail, mais la plupart d'entre eux ont veillé à sauvegarder leurs institutions contre les dangers des incendies criminels et du vol.

Dans ce contexte, de larges opportunités ont été mises à la portée des jeunes et des groupes sociaux pour agir et participer à la vie publique et politique : manifestations et sit-in, libertés d'expressions et formation de partis politiques et d'associations. Le champ était largement ouvert à l'initiative et à l'expression de soi.

Les MJC sont restées totalement étrangères à cette dynamique, réagissant de manière différente. Certaines étaient en fait une partie de ce problème et de la crise, alors que d'autres n'ont pas saisi ce qui se passait. Une autre partie importante a profité de la situation : le manque de contrôle et de suivi administratif leur permettait de s'absenter sur de longues durées. Le salaire mensuel n'a pas été interrompu malgré le fait que les jeunes avaient déserté les MJC.

Ce type de rapport s'est poursuivi jusqu'à la mi-période du troisième Gouvernement après la révolution : le Gouvernement d'Essebsi, juillet 2011.

Phase de quête et de repositionnement

Après une longue stagnation, quelques voix ont émergé pour l'appel à la mise en ordre du secteur de l'animation socioculturelle. Des animateurs sont passés à l'action vu la dissolution des liens administratifs traditionnels (doute, manque de confiance, rejet, refus). A travers les réseaux sociaux de communication (face book essentiellement), des dizaines de pages se sont animées sous des noms réels ou de façon anonyme, des débats (conférences, tables rondes) se sont déclenchés pour traiter et diagnostiquer la situation actuelle, pour évaluer et dire à voix haute qu'il fallait sauver le secteur, y faire une révolution, accuser des responsables au niveau local, régional et national, arracher des bénéfiques et remettre tout en cause.

Le mot magique : invention de la révolution Tunisienne, DEGAGE, est chargé de fortes émotions, d'engagement et d'autorité. C'est un outil très efficace pour une intervention locale, un changement rapide et efficace lorsqu'il est déclenché par une foule. Avec cet outil, plusieurs actions ont été menées contre l'administration et les représentants de l'ancien régime. Au début, ces actions avaient des résultats immédiats, puis ce mot a perdu sa noblesse et est devenu non seulement un signe de désordre, mais aussi un nouveau moyen pour des enjeux personnels, symboliques et matériels.

Les Campagnes qui ont été menées dans ce sens ont touché à plusieurs reprises les cibles suivantes:

- les ministres de tutelle et les secrétaires d'État de la Jeunesse
- la direction générale de la jeunesse au sein du ministère en la personne de son Directeur général et certains hauts fonctionnaires et gestionnaires professionnels
- le Directeur de l'Institut supérieur de l'animation pour la jeunesse et la culture de Bir El Bey
- quelques administrations régionales de la jeunesse et des sports (directeurs régionaux)
- quelques chefs services
- quelques inspecteurs des animateurs de la jeunesse
- quelques directeurs de maisons de jeunes

Il est à noter que durant cette période assez agitée, on n'a enregistré aucune agression contre les animateurs de la part des jeunes ou même de l'environnement social. Seulement les accusations mutuelles suite à des conflits inter-animateurs ont surgi : ce sont des actes issus de nouveaux enjeux et de purification, d'auto-évaluation, de représentation, de renaissance, de prise de conscience adaptée à la nouvelle réalité sociale et politique.

De cette situation chaotique ont émergé des tendances appelant à dépasser le statu quo. Ces appels coïncident avec une réalité sociale qui se caractérise par :

- des appels intenses pour l'embauche et le développement dans tous les sens
- un besoin de s'organiser autour des associations et des partis
- un paysage politique et associatif riche, varié et multiple (plus de 16 000 associations travaillants sans contrôle financier et plus de 150 partis). Les résultats des élections du 23 octobre ne présentent qu'une première configuration dans un nouveau processus

Par exemple, le secteur de l'animation socioculturelle au ministère de la Jeunesse et des Sports a été en mesure de recruter un nombre important de chômeurs diplômés de l'Institut supérieur de la jeunesse et de l'animation culturelle de Bir El Bey. Le nombre d'animateurs a doublé en deux ans. Il est passé de 900 à plus de 2 000, ce qui a posé énormément de nouveaux défis pour le secteur

tels que l'identité professionnelle, les outputs, l'homogénéité des pratiques et des interventions ainsi que l'image sociale du métier.

Certes, cette augmentation n'est pas basée sur des besoins réels du secteur, mais sur les protestations et la pression sociale qui sont responsables des transformations internes du métier.

Une accumulation de défis historiques avec ceux de la conjoncture a reformulé la configuration du métier d'animation socioculturelle en Tunisie. Elle a poussé à traiter non seulement la question de l'identité du métier, mais aussi la question de la nature du modèle sociétal que cherche à concrétiser l'intervention socioculturelle.

C'est dans cette perspective historique et sociale que nous analysons l'appel des animateurs à protester pour obtenir un statut légal pour les établissements et l'intervention socioculturelle (loi fondamentale pour les maisons des jeunes et les maisons de culture, loi fondamentale pour les animateurs culturels).

Phase de mise en place des nouveaux rôles et fonctions répondant aux exigences du projet sociétal en cours.

Alors que la troisième phase est en cours, les questions qui se posent sont les suivantes : les acteurs concernés et impliqués par l'animation socioculturelle (animateurs, gestionnaires, administrateurs, etc.) présentent-ils les qualifications nécessaires et suffisantes leur permettant de faire face à cette réalité inhabituelle? Quel est le rôle de la formation de base dans ce projet ?

La création d'un contexte d'innovation, de création dans le champ de l'intervention sociale et de l'animation socioculturelle est une condition indispensable pour accéder à cette phase. Les rôles ainsi que les pratiques exigés pour résoudre les problèmes d'aujourd'hui constituent un travail créatif ne se produisant pas en un temps restreint mais dépendant d'une action intense et durable.

Ce contexte est le titre générique d'un nouvel esprit pour la recherche d'expériences, d'expertises et d'initiatives. Il s'agit d'un besoin de se libérer des contraintes anciennes et de découvrir de nouvelles procédures innovatrices. En se basant sur la nouvelle configuration sociale ainsi que sur les libertés acquises, cet esprit devra nous inviter à l'ouverture, à dépasser une conscience historique conçue pour des anciennes pratiques et situations produites dans des contextes sociaux différents. Avec des anciennes pratiques, nous ne pouvons en aucun cas satisfaire les nouveaux besoins émergeant avec la nouvelle réalité sociale tunisienne.

Pour activer cette phase en cours, il est nécessaire de travailler dans une approche systémique qui fait appel tout d'abord aux différents acteurs et de collaborer ensemble pour aboutir à un produit acceptable. Le travail en réseaux pourra aider à réaliser cette affaire :

- Réseau d'acteurs dans le système (intervention sociale et animation socioculturelle)
- Réseau avec les acteurs de la société civile (associations et environnement local)
- Réseau international avec les acteurs en rapport¹.

1. Sur l'importance de la notion « réseaux » et son apport à l'animation, voir :Khadhraoui Mohamed Habib, « Le capital social de l'institution de l'Animation : les pratiques et les représentations d'après les concepts de l'Animation et du Réseau », in : L'institution de l'Animation socioéducative, Les représentations sociales, Groupe de recherches et d'études sur l'Animation, Collection Sciences Culturelles, pp 76-127, Tunis, 2009.

Le rythme vécu aujourd'hui de l'output de l'action dans le domaine de l'animation socioculturelle n'est pas très encourageant. L'observation participante le prouve. Il est possible que, selon l'intensité du changement social, des difficultés surgissent et empêchent d'atteindre cette phase. Le changement n'est qu'une opportunité qui aboutira à un succès, à l'évolution, mais il pourra aboutir aussi à un échec et la situation deviendra pire². Les éléments néfastes retenus dans ce sens sont :

- Dispersion des acteurs
- Absence d'un repère capable de rassembler les différents acteurs (institut, Ministère de tutelle, Observatoire des jeunes, associations, etc.)
- Naissance de conflits marginaux issus de nouveaux enjeux
- Parution de phénomènes de repli, parler sans agir, chez les acteurs
- Résistance au changement : refus du processus d'innovation

Même si ces éléments ont un impact négatif, on ne peut les traiter que comme des éléments accompagnant le changement social. La démarche consiste à minimiser et à contrôler leurs effets indésirables perturbateurs dans le système. La démarche consiste aussi à chercher d'autres éléments favorisant l'activation de cette phase :

- Avoir des acteurs, en rapport avec le sujet, engagés pour le changement
- Avoir des instances capables de piloter ces types de projets
- Avoir une mentalité de communication, de construction, de compromis, de partenariat et de médiation
- Croire au changement et à la nécessité de trouver d'autres approches pour faire face à la nouvelle réalité sociale (innovation et création)

Le rôle de la formation

L'institut supérieur de l'animation pour la jeunesse et la culture (ISAJC) n'était pas loin des critiques, il était attaqué par les professionnels du métier comme par les instances administratives et associatives concernant l'écart entre la pratique et la théorie. Ces critiques ne vont pas dans un seul sens et finissent se transformer en dialogue des sourds, malgré la participation des représentants des différentes instances du métier de l'animation comme membres au sein du conseil scientifique de l'ISAJC.

En fait les rapports entre ISAJC et les autres organismes responsables de l'embauche était très fragiles en ce qu'ils dépendaient toujours des volontés des premiers responsables et de leurs enjeux politiques, personnels et professionnels. Et jusqu'à maintenant on ne travaillait pas selon un profil de l'animateur conçu par les professionnels de l'animation malgré les bonnes intentions déclarées de part et d'autre.

Des démarches importantes ont été menées par l'ISAJC depuis 2011 :

- Aménagement de l'infrastructure (Guest House)
- Création d'une nouvelle filière (Médiation et techniques d'animation)
- Adaptation des programmes de formation pour les autres filières

2. Dans des situations de changement, la régression pouvait être un élément accompagnant le changement : « L'inévitabilité des crises est donc soulignée, tout comme le risque qu'elles produisent l'effet inverse, c'est-à-dire le renforcement des mécanismes d'adaptation, voire des régressions ». Michel Crozier et Erhard Friedberg, *L'acteur et le système : les contraintes de l'action collective*, Seuil 1977, (382, 401).

- Assurance d'un parcours de formation pour la recherche qui finira par l'obtention d'un diplôme de doctorat
- Accord de coopération et de partenariat avec les ministères de la Jeunesse et de la Culture
- Démarches importantes pour coopération et partenariat avec des universités en France (Département Carrières sociales, IUT Figeac, Université Toulouse 2 Le Mirail, Département Carrières sociale, IUT de Sénart Fontainebleau, Université Paris Est Créteil.
- Démarches importantes pour coopération et partenariat avec la Turquie et l'Algérie.

Les démarches ainsi que les efforts cités vont améliorer certainement la qualité des études à l'ISAJC. Cependant, ils ne peuvent être productifs que lorsqu'ils s'intègrent dans une vision globale en relation avec les autres éléments du système, avec la dynamique politique sociale et culturelle, avec la nouvelle société qui se transforme en permanence, mais aussi avec ce qui se passe ailleurs à l'échelle internationale.

Questionnaire	
Ce questionnaire a pour but l'étude scientifique du rapport des acteurs de l'animation socioculturelle avec leur nouvel environnement social en Tunisie. Merci de répondre aux questions avec précision.	
Maison des jeunes/culture	Sexe : Masculin <input type="radio"/> Féminin <input type="radio"/>
Fonction :	Grade :
Ancienneté : <input type="radio"/> Moins de 2 ans <input type="radio"/> 3-5 ans <input type="radio"/> 6-10 ans <input type="radio"/> 11 ans et plus	
1- Que pensez-vous du secteur de l'animation avant la révolution ?	
a- <input type="radio"/> En difficulté b- <input type="radio"/> En crise c- <input type="radio"/> En prospérité	
Citez 3 raisons essentielles qui expliquent votre choix.	
2- Objectivement, quel est l'impact des événements vécus depuis le 17 décembre 2010 sur les transformations sociales en Tunisie ?	
a- <input type="radio"/> Pas d'impact b- <input type="radio"/> Impact superficiel c- <input type="radio"/> Impact important d- <input type="radio"/> Impact profond	
Expliquez votre choix	
3- D'après-vous quels sont les aspects sociologiques les plus marquants de la nouvelle Tunisie ?	
Sur le plan des individus :	
Sur le plan de la société :	
4- Comment a réagi le secteur de l'animation vis-à-vis de la nouvelle réalité Tunisienne ?	
a- <input type="radio"/> Aucune réaction b- <input type="radio"/> Réaction superficielle c- <input type="radio"/> Réaction importante d- <input type="radio"/> Réaction profonde	
Argumentez votre réponse	
5- Afin que le secteur de l'animation ait une place importante dans la société, quels sont d'après vous les nouveaux rôles de l'animation aujourd'hui ? Citez 3 rôles essentiels.	
6- Considérez-vous qu'il y a des risques ou des phénomènes sociaux qui manipulent la société tunisienne actuellement ? <input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non Citez 3 les plus graves.	
7- Considérez-vous que la Tunisie actuelle a bénéficié des valeurs acquises ou en cours d'acquisition ? <input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non Si oui, citez 3 exemples les plus importants	
8- -Croyez-vous que l'animateur aujourd'hui est capable de répondre aux exigences émergentes de son métier ? a- <input type="radio"/> N'est pas capable b- <input type="radio"/> Faible capacité c- <input type="radio"/> Moyenne capacité d- <input type="radio"/> Capacité élevée e- <input type="radio"/> très forte capacité	
Citez 3 solutions réalisables pour renforcer cette capacité.	
9- D'après-vous, quelles sont les caractéristiques les plus marquantes du projet sociétal que l'animation socioculturelle doit développer actuellement ? Citez 3 les plus importantes.	
10- Quelles sont les mécanismes et moyens nécessaires selon vous pour concrétiser ce projet sociétal ? Citez 3 mécanismes/moyens les plus nécessaires.	
11- Plusieurs animateurs insistent aujourd'hui sur l'importance d'une loi fondamentale pour les institutions de l'animation socioculturelle. D'après vous, quels sont les objets indispensables pour une telle loi ? Citez 3 objets les plus indispensables.	